

***Créer et entreprendre en Afrique, par quoi commencer ? Quelles sont les règles pour entreprendre et gagner ?***

Sujet difficile, sujet piégé que de parler d'Afrique et de création d'entreprises : il se dit tant de choses, pour le mieux approximatives, pour le pire fausses. Et ce n'est pas tout. Ces oukases prononcés par une bouche occidentale doivent être entendues par des oreilles africaines, priées d'être reconnaissantes ! Ce constat est certes forcé, l'auteur de ces lignes le reconnaît, mais... les difficultés du Président français en Afrique montrent qu'il y a là un véritable problème.

Occident démonétisé

La rencontre, du CEPS, a échappé à ces défauts. Elle s'est posée à un bon niveau, au-dessus des mêlées ordinaires, y compris sur le Continent. Exit donc les lieux communs. Ce qui permet des recommandations opérationnelles, appuyées sur les réalités de l'expérience.

Jean-Lou Blachier, président du Groupement du Patronat Francophone réveille une évidence abandonnée depuis deux décennies : l'industrie, quoiqu'on en dise, est le moteur de la création d'emplois, même s'il faut accepter de commencer petit, voire tout petit : « *un emploi industriel en créera deux à trois autres autour de lui* ». Jean-Lou Blachier souligne que les rencontres internationales d'entreprises sont un bon tremplin, parce qu'elles favorisent des diffusions d'idées et de coopération.

D'entreprise à entreprise

L'orateur reprend à son compte cette revendication des Africains, qui trouvent que « l'assistanat n'est pas une bonne méthode ». En revanche, la coopération entre les entreprises est un bon moyen de s'intégrer dans la mondialisation, intégration indispensable.

Les Marocains y reconnaîtront leur propre modèle de croissance industrielle qui les a propulsés au deuxième rang africain (dans un mouchoir de poche avec l'Afrique du Sud, bien loin devant l'Algérie, au 11<sup>e</sup> rang continental -chiffre BAD). Moussa Mara, co-intervenant, va dans le même sens. Il ajoute l'expérience de l'homme politique ayant exercé aussi bien à la tête du gouvernement qu'à la tête de sa commune. Mara recommande de s'appuyer sur le concept « *Doing Business* » (l'original, celui de la Banque mondiale, a été supprimé à cause de soupçons de corruption). Pour le haut cadre malien, cette référence servira à alléger le pouvoir administratif, dont se plaignent les investisseurs : ces lourdeurs sont d'une part un facteur de non-compétitivité et d'autre part de production informelle, sans compter que c'est un nid à corruption. « Alors que le contexte socio-économique pousse déjà les entrepreneurs vers l'informel ».

« Les Chinois sont là »

Moussa Mara - ancien Premier ministre du Mali et associé contrôleur qualité, Société d'expertise comptable DIARRA - ne s'embarrasse pas des rivalités stratégiques entre les grands blocs géopolitiques. Il souligne « l'exemple de l'Éthiopie, très soutenue par des investissements chinois ». Il ne parle pas de surendettement : ce silence signifie-t-il que l'Occident ment pour garder la main sur l'Afrique ?

Par la suite, Moussa Mara signale quelques secteurs rebutant les investisseurs locaux, mais porteurs de développement (en plus du confort urbain), comme l'assainissement, les multiples formes de la digitalisation...

Moussa Mara, enfin, insiste sur la production d'énergie. A quelques heures de la publication du rapport de la Banque africaine de Développement. Ce rapport enregistre la montée en puissance des industries marocaines fortement appuyées sur une production sûre et régulière d'énergies. Par contre le numéro un, l'Afrique du Sud, faiblit du fait de son incapacité à fournir l'énergie nécessaire au maintien de son ancienne puissance industrielle.

#### Micro-crédit : la double exigence

Lorsqu'il est question de développement en Afrique, une kyrielle d'erreurs de raisonnements s'invite au débat. Ce ne fut pas le cas au CEPS. Sauf pour une question : les micro-crédits, autrement nommés IMF, Institutions de Microfinance. Le Maroc y a une expérience gigantesque, même par rapport aux IMF asiatiques.

La fausse idée répandue depuis plus de vingt ans sur le micro-crédit dit qu'il dépouille les pauvres avec des taux d'intérêt, plus exactement des « taux de frais », très élevés. De l'ordre de 15 à 18% pour les plus bas, plus hauts chez les institutions moins bien gérées. C'est exact.

Mais il faut avoir en tête deux notions dont on ne parle jamais.

D'abord, quand on connaît le niveau de pauvreté des personnes qui prennent des micro-crédits, on comprend très vite que le problème n'est pas le taux d'intérêt. Ce qui compte, c'est la disponibilité d'un prêt. Autrement dit : la possibilité de trouver l'argent pour lancer puis développer sa propre petite activité.

Ensuite, il faut simplement observer ce qui se passe autour de soi : les petites activités ont une marge proportionnellement plus importante que l'industrie. C'est d'ailleurs pourquoi l'industrie a tendance à écraser les petits artisans.

C'est dans ce double cadre, avoir la disponibilité et un haut niveau de marge, qu'il faut comprendre le succès de la micro-finance... Quand elle est bien gérée.

*Nadia SALAH, Administratrice GROUPE ECO MEDIAS*